

***Notre appel
à l'action***

P8

***Les pionniers
de la réutilisation
des eaux usées traitées***

P18

***Les 10 engagements
de Veolia***

P36

Sécurité de l'eau

**Déployer largement
la réutilisation
des eaux usées
traitées**

En collaboration avec Columbia/HEC - Paris

 **COLUMBIA | SIPA**
School of International and Public Affairs

HEC
PARIS

 **VEOLIA**

Sommaire



04 LE CONTEXTE



08 NOTRE APPEL À L'ACTION

- 10 Réglementation
- 12 Acceptabilité
- 14 Modèles économiques et financement
- 16 Déploiement et adoption au niveau local



26 TOUS UNIS pour la sécurité écologique

- 28 Présentation des membres de l'Assemblée
- 32 Une assemblée unique
- 34 Notre pacte



18 LES PIONNIERS DE LA RÉUTILISATION DES EAUX USÉES TRAITÉES

- 20 Usage municipal
- 22 Usage agricole
- 24 Usage industriel

36 LES 10 ENGAGEMENTS DE VEOLIA

- 38 Pour aller plus loin
- 39 Notre raison d'être

Édito



Estelle Brachlianoff,
DIRECTRICE GÉNÉRALE DE VEOLIA

Dans un monde de plus en plus instable, l'aspiration à la sécurité se fait universelle. La sécurité écologique est la capacité des sociétés à continuer de fonctionner quand elles sont sous pression : à produire, à se nourrir, à s'approvisionner en énergie et à être résilientes quand les chocs s'intensifient. Pour y parvenir, il faut changer de rythme et de méthode : **s'appuyer sur les solutions existantes, et les faire passer à l'échelle plus vite, en faisant tomber les barrières qui empêchent encore leur large déploiement.** C'est dans cette logique que Veolia a décidé de créer son Assemblée des parties prenantes et de la connecter au plus haut niveau de gouvernance de l'entreprise, en relation directe avec le Comité exécutif et le Conseil d'administration. Ce dialogue stratégique est ainsi directement lié à la mise en oeuvre.

Pour notre première rencontre, nous nous sommes attelés au sujet de la sécurité de l'approvisionnement en eau. Le dernier rapport des Nations Unies sur la faillite hydrique mondiale* confirme ce qui est de plus en plus visible : le stress hydrique n'est plus une exception mais un fait structurel, qui touche même les régions que l'on croyait à l'abri de toute pénurie.

Les solutions existent. Ce ne sont plus les expertises qui manquent, mais les moyens de passer à l'échelle.

Chez Veolia, nous maîtrisons une large gamme de technologies, notamment les solutions de réutilisation des eaux usées traitées qui peuvent être déployées à grande échelle partout où elles sont pertinentes. Pourtant, leur rythme d'adoption reste bien en-deçà des possibilités techniques et économiques. **La question n'est désormais plus de savoir si les solutions existent, mais de comprendre ce qui empêche leur déploiement au rythme qui s'impose.**

Pour y répondre, nous avons fait le choix d'élargir les échanges au-delà de notre propre écosystème, en rassemblant des clients, des capitaines d'industrie, des investisseurs, des représentants d'ONG, des experts internes, pour relever ensemble ce défi systémique.

Les idées ont émergé, claires et convergentes. **Le changement systémique ne viendra pas d'initiatives individuelles, mais de coalitions capables de faire converger leurs intérêts et d'accélérer la mise en œuvre.** Il nous a semblé évident qu'il ne fallait plus considérer l'eau comme une simple ressource, mais comme un élément central de la résilience de l'économie et de l'industrie.

“
Le coût du manque d'eau reste largement invisible.”

Surtout, une conclusion s'est imposée : **le coût du manque d'eau** reste largement invisible, sous-estimé au mieux, voire ignoré. Cette invisibilité retarde encore les investissements et empêche les décideurs de saisir pleinement qu'il est urgent d'agir.

Ce livre blanc présente les actions que nous prévoyons de mettre en place, au plus haut niveau international et dans notre déploiement opérationnel le plus concret. Il reflète une conviction simple : les solutions existent, mais leur efficacité dépendra de notre rapidité d'exécution, de notre capacité à faire converger les intérêts de tous les écosystèmes. **C'est le moment d'agir, d'anticiper ensemble pour réduire le coût du manque d'eau.**

* Madani, K. (2026). Global Water Bankruptcy: Living Beyond Our Hydrological Means in the Post-Crisis Era, United Nations University Institute for Water, Environment and Health (UNU-INWEH).

Agir ensemble pour la sécurité de l'eau

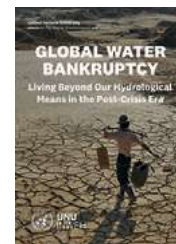
Une limite planétaire aujourd'hui franchie

En 2026, sept limites planétaires sur neuf ont été franchies. Parmi elles, le stress hydrique s'accroît. Les nappes phréatiques et les rivières s'assèchent ou débordent; les réserves stratégiques baissent, causant des conflits d'usage entre les citoyens, l'industrie et l'agriculture. Des zones jusque-là préservées connaissent désormais des inondations extrêmes, qui provoquent des déplacements de populations, saturant et contaminant les réseaux d'assainissement et perturbent les systèmes de soins.

Source : Rapport annuel intégré de Veolia, 2025-2026, p. 3
Sur les limites planétaires : Stockholm Resilience Centre, 2026



Les rapports sont sans appel : le stress hydrique touche désormais toutes les régions du monde. Il menace l'accès de tous à une ressource vitale et génère des conflits entre les usages. Il est temps d'investir pour la sécurité de l'eau.



Faillite hydrique mondiale

C'est officiel : un rapport des Nations Unies déclare notre entrée dans une nouvelle ère, celle de la faillite hydrique.

Le rapport invite les dirigeants du monde entier à faciliter « une adaptation basée sur les faits scientifiques à une nouvelle réalité ». Le rapport a été publié en janvier 2026, en préparation de la conférence des Nations Unies sur l'eau qui aura lieu en décembre 2026.

« De nombreuses régions vivent au-dessus de leurs moyens en eau ; des systèmes d'approvisionnement critiques ont déjà basculé dans la faillite hydrique. »

KAVEH MADANI, DIRECTEUR DE L'INSTITUT DES NATIONS UNIES POUR L'EAU, L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTÉ, AUTEUR DU RAPPORT DE L'ONU SUR LA FAILLITE HYDRIQUE



Scannez ce QR code pour écouter **ESTHER CRAUSER-DELBORG**, économiste de l'eau, sur le stress hydrique. (en anglais).



Selon l'OCDE, chaque dollar investi dans l'adaptation et la résilience des infrastructures peut rapporter

4 \$ de bénéfices

sur la durée de vie de l'actif et réduire les pertes futures.

Source : rapport OCDE, *Des infrastructures pour un avenir résilient*, 2018



1 million d'euros. C'est le coût potentiel d'une heure d'arrêt de la production en raison de problèmes d'approvisionnement en eau dans des industries critiques comme les produits pharmaceutiques ou les semi-conducteurs.

Source : rapport annuel intégré de Veolia, 2025-2026

2 PLUS DE MILLIARDS

de personnes dans le monde n'ont toujours pas d'accès sûr à l'eau potable.

Source : rapport Unicef/OMS, 2025

Des solutions existent

Les collectivités et les entreprises peuvent combiner plusieurs approches pour réduire leur impact sur la ressource en eau et leur propre vulnérabilité aux chocs, tout en garantissant un accès continu à l'eau potable.

CÔTÉ DEMANDE

La sobriété des usages

Les municipalités peuvent agir en élaborant un "Plan eau" concerté avec les acteurs de leur territoire. Quelques mesures à envisager.

Changer les pratiques

- Côté agriculture, adopter des pratiques plus sobres : favoriser la rétention d'eau dans les sols et l'enracinement profond avec la mise en place de haies, sélectionner des cultures résistantes à la sécheresse, associer les cultures entre elles, irriguer de façon raisonnée...
- Côté entreprises, repenser et investir dans des procédés moins consommateurs d'eau.
- Sensibiliser les citoyens à la réduction de leur consommation (douches plus courtes, robinets et chasses d'eau économes, etc.).
- Mettre en place une tarification incitative, avec des mesures sociales pour les premiers mètres cubes indispensables.

Améliorer la performance des réseaux

- Installer des compteurs d'eau connectés pour que chacun puisse suivre de près sa consommation d'eau.
- Réduire les fuites, avec des plans de rénovation des réseaux et des dispositifs de surveillance.
- Connecter les réseaux entre eux et/ou rejoindre une coalition nationale de coopération comme Éco d'Eau.

Pour en savoir plus :

> Livre blanc Veolia - 70 propositions pour vos projets de territoire - La sobriété hydrique
<https://www.veolia.fr/lecologie-quoi-faire-70-propositions-vos-nouveaux-projets-territoires/sobriete-hydrique-priorite>

> Coalition Éco d'Eau <https://ecodeau.org>

CÔTÉ OFFRE

Diversifier les sources d'approvisionnement

Protéger les ressources existantes

- La **préservation, voire la récréation, de sols perméables** et de zones humides, est bénéfique sur plusieurs plans : la lutte contre les inondations, la qualité de vie avec des îlots de fraîcheur, la biodiversité, la recharge des nappes phréatiques.
- Les **programmes de protection des zones de captage** sont favorables à la biodiversité et réduisent le coût de traitement des eaux.
- La **surveillance et la gestion automatisée des crues** combinent capteurs connectés et solutions naturelles pour éviter les inondations, limiter les incidents coûteux et préserver l'environnement.

Dessaler l'eau de mer

- Le dessalement est une alternative à envisager pour les régions littorales confrontées au stress hydrique.
- La technique de dessalement par osmose inverse nécessite 80 % d'énergie en moins par rapport aux années 1980, époque où le dessalement thermique était la norme.

Réutiliser les eaux usées traitées (voir page suivante)

25% de la population mondiale réside à moins de 25 km de la mer.

Les solutions de dessalement durable dans le programme stratégique GreenUp 2027 : <https://www.veolia.com/fr/groupe/programme-strategique-2027-greenup/greenup-in-action-dessalement-durable>

La réutilisation des eaux usées traitées, une solution d'avenir sous-exploitée

La réutilisation des eaux usées traitées consiste à recycler l'eau déjà prélevée et utilisée, après un traitement adéquat. Les eaux usées traitées constituent une ressource abondante et moins coûteuse que le dessalement ou le transport d'eau potable sur de longues distances.



Les modes de fonctionnement et les applications sont conçus sur mesure, en fonction des besoins locaux

- **Pour un usage municipal**, l'eau peut être réutilisée pour fournir de l'eau potable aux habitants, ou simplement pour l'arrosage des plantations ou le nettoyage des rues.
- **En agriculture**, pour l'irrigation des cultures en évitant la concurrence des usages avec l'eau potable.
- **Dans l'industrie**, des systèmes de refroidissement ou des procédés de fabrication en boucle fermée limitent les prélèvements à l'entrée, les rejets de polluants à la sortie.

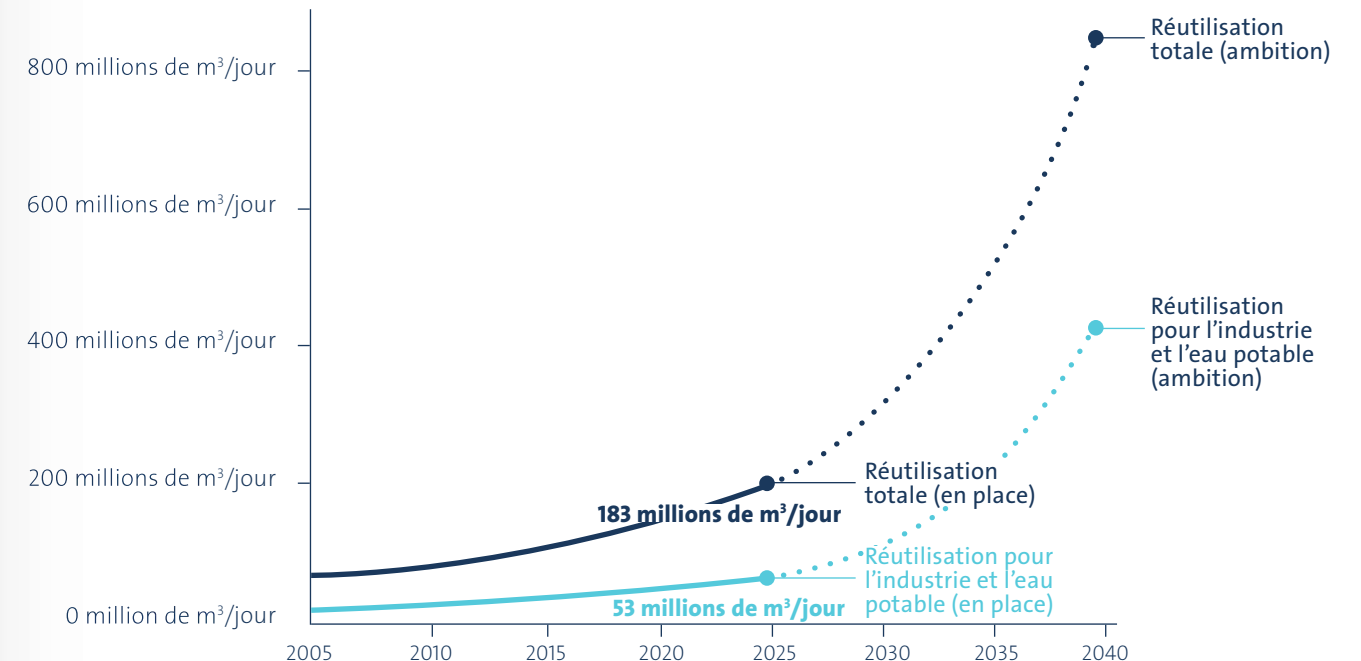
Un potentiel immense

La réutilisation des eaux usées traitées a triplé dans les vingt dernières années et augmente en moyenne de 7% par an.

Pourtant, elle ne représente encore que 12% des prélèvements d'eau municipale, et 3% des prélèvements en eau potable et à usage industriel.

L'Assemblée des parties prenantes de Veolia s'est donc penchée sur les points de blocage qui ralentissent encore le déploiement à grande échelle de cette solution d'avenir.

Potentiel de réutilisation des eaux usées traitées en 2040, selon la Banque mondiale



Source: adapté du rapport de la Banque mondiale (2025), Scaling water reuse
<http://documents.worldbank.org/curated/en/099052025124041274>

EN ISRAËL

87%

DES EAUX USÉES
SONT TRAITÉES
ET RÉUTILISÉES
CHAQUE ANNÉE
(OCDE, 2022)

EN ESPAGNE

400

millions de m³ d'eau
sont traités et réutilisés
chaque année
(Commission européenne, 2024)

AUX ÉTATS-UNIS

8

MILLIONS DE PERSONNES
PAR JOUR BOIVENT DE
L'EAU POTABLE PRODUITE
EN PARTIE GRÂCE À
LA RÉUTILISATION
DES EAUX USÉES TRAITÉES
(EPA, 2026)

À SINGAPOUR

154

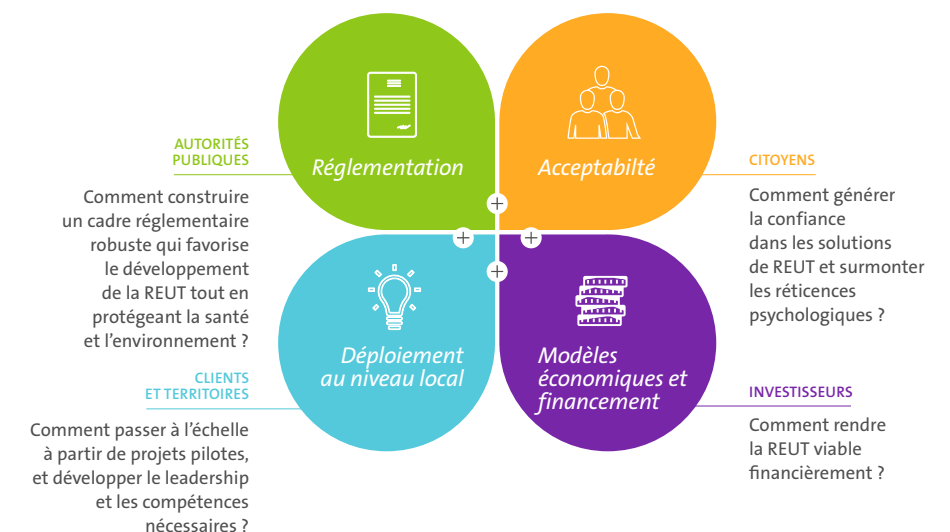
millions de m³ d'eau
ont été réutilisés
en 2025
(Agence de l'eau de Singapour, 2025)

Notre appel à l'action



En avril 2026, 34 personnalités de haut niveau, représentant l'ensemble des parties prenantes de Veolia, se sont réunies autour de membres du Comité exécutif et du Conseil d'administration. Ensemble, ils ont signé un manifeste pour la sécurité écologique, avant de mettre en commun leurs compétences et leurs idées pour accélérer le déploiement de la réutilisation des eaux usées traitées. À partir de la Journée mondiale de l'environnement, le 5 juin 2026, et tout au long de l'année, nous appelons à une action commune pour la sécurité hydrique.

Quatre clés pour déployer la réutilisation des eaux usées traitées (REUT)



Comment construire un cadre réglementaire robuste qui favorise le développement de la REUT tout en protégeant la santé et l'environnement ?

Le déploiement de la réutilisation des eaux usées traitées (REUT) s'accélère dans le monde entier et les cadres politiques commencent à émerger, après des décennies de flou réglementaire. Pour passer à l'échelle, les autorités publiques ont besoin de cadres politiques clairs, durables et adaptés. Des cadres assez robustes pour protéger la santé et l'environnement, tout en étant assez flexibles pour tenir compte des réalités locales, des dynamiques des bassins versants et des différents usagers.

LA SITUATION ACTUELLE

La REUT est trop souvent abordée comme une réponse à court terme au stress hydrique, plutôt que comme une stratégie de long terme pour la sécurité des approvisionnements en eau. Elle est encore trop rarement envisagée à la bonne échelle : celle qui permet d'évaluer correctement les dynamiques amont-aval, les débits environnementaux et les conflits d'usage.

La réglementation n'est pas toujours bien adaptée aux réalités. Bien que les garanties sanitaires et environnementales soient essentielles, des règles trop strictes ou harmonisées à l'excès peuvent ralentir l'innovation et le déploiement de cette solution, notamment pour l'irrigation agricole.

La REUT n'est pas encore assez soutenue au niveau économique et politique. L'utilisation d'eau douce ou d'eau potable est souvent moins cher que la réutilisation. La tarification ne reflète pas pleinement la rareté, les coûts de distribution ni les besoins à long terme. Les droits d'usage sur l'eau et les règles de rejet continuent de favoriser des modèles linéaires. Les autorités locales manquent souvent des outils



et des orientations nécessaires pour structurer et autoriser les projets de réutilisation, dans une culture réglementaire encore marquée par certaines perceptions négatives vis-à-vis de la REUT.

LES SOLUTIONS ENVISAGÉES

La planification à long terme est nécessaire, mais à la bonne échelle. La REUT devient possible lorsqu'elle s'inscrit dans une ambition publique claire, traduite en plans d'action liés à la gestion des bassins versants. La planification à l'échelle du bassin permet d'évaluer les abitrages, d'aligner la réutilisation sur l'allocation de l'eau et de tenir compte des besoins en aval et des exigences écologiques.



« Pour lever les blocages réglementaires, il faut que tout le monde soit autour de la table : les régulateurs, les scientifiques, pour façonner l'avenir ensemble, de la sensibilisation jusqu'aux incitations financières. »

ELSY MILAN, DOCTORANTE À L'IMPERIAL COLLEGE DE LONDRES ET NÉGOCIATRICE CLIMATIQUE POUR LA DÉLÉGATION LIBANAISE À LA CONVENTION-CADRE DES NATIONS UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Les approches sur mesure doivent refléter non seulement l'usage prévu, mais aussi l'hydrologie locale, les capacités institutionnelles et les conditions de mise en œuvre. Elles doivent également être adaptées à la maturité du cadre réglementaire de chaque pays.

Les cadres réglementaires se construisent autant par la pratique que par la législation. Il faut impliquer les agences de l'eau, les municipalités, les autorités sanitaires, les acteurs des bassins versants et les usagers au plus tôt dans le processus. Les projets pilotes permettent de tester les applications, tandis que le partage des bonnes pratiques, l'utilisation d'une terminologie commune et de normes bien établies accélèrent l'adoption et le transfert de connaissances.

Les autorités publiques peuvent renforcer les fondements économiques de la REUT en modélisant le coût global de l'eau, et accélérer l'adoption grâce à des incitations durables.

NOTRE APPEL À L'ACTION

Définir une ambition pérenne pour la REUT et la traduire en plans d'action. Les plans d'action nationaux devront fixer les priorités, les responsabilités et les calendriers, tout en définissant une mise en œuvre adaptée, des recommandations aux collectivités locales et des phases pilotes.

Intégrer la REUT dans la gestion des bassins versants et l'allocation de l'eau, en tenant compte des dynamiques amont-aval, des débits environnementaux, des droits d'usage de l'eau et des impacts sur les systèmes aquatiques.

Créer des précédents locaux pour renforcer la légitimité de la REUT. Des coalitions locales d'« alliés » peuvent aider à identifier des solutions viables, à bâtir une légitimité et à ouvrir la voie à des approches réglementaires locales innovantes.

Encourager les investissements en stimulant la demande, par des outils fiscaux, des mécanismes de financement, des règles d'urbanisme et des normes. Des incitations bien conçues sont plus efficaces que des approches purement punitives.

LES ENGAGEMENTS DE VEOLIA

- 1 Appeler à l'organisation d'une Conférence récurrente des Nations Unies sur l'eau, au même titre que les conférences sur le climat et la biodiversité, et y promouvoir la REUT.
- 2 Promouvoir la réutilisation des eaux usées traitées lors des forums mondiaux comme l'une des réponses au stress hydrique : par exemple au Forum économique mondial de Davos, aux G7/G20, à l'Africa CEO Forum, ou encore à la Conférence sur la sécurité de Munich.
- 3 Activer nos réseaux d'affaires publiques pour soutenir des évolutions réglementaires adaptées, au niveau national et régional dans les pays concernés.



NOTIONS CLÉS : ÉQUILIBRE DES DÉBITS FLUVIAUX

« Les pénuries d'eau se sont aggravées dans le monde entier, sans que les gouvernements y prêtent attention. Nous devons nous mobiliser pour chercher des solutions qui ne soient pas à l'emporte-pièce, des réponses sur mesure aux différents besoins en matière de sécurité de l'eau. »

SHERRI GOODMAN,
SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DU CONSEIL
MILITAIRE INTERNATIONAL SUR LE
CLIMAT ET LA SÉCURITÉ

La REUT doit être soigneusement évaluée à l'échelle des bassins versants. Elle peut réduire la pression sur les nappes phréatiques et les cours d'eau, tandis que les effluents traités contribuent parfois à l'équilibre hydrologique et écologique en aval. Voir l'étude de cas sur Retorno Maipo, Chili, page 23, pour plus de détails.

Comment générer la confiance dans les solutions de réutilisation des eaux usées traitées et surmonter les réticences psychologiques ?

L'eau que nous buvons, celle que nous utilisons pour nos activités, est porteuse des conceptions personnelles de chacun sur les notions de propreté et de pureté. Les freins sociaux et psychologiques à la REUT peuvent être surmontés grâce à l'écoute, le dialogue et le partage des connaissances.

LA SITUATION ACTUELLE

La REUT est plus ou moins bien acceptée selon les usages et les contextes locaux. **La réutilisation directe en eau potable reste l'usage le plus sensible.**

Le « facteur dégoût » est un frein psychologique puissant. Les citoyens peuvent être mal à l'aise à l'idée de boire de l'eau usée traitée, parfois

assimilée à « l'eau des toilettes », une image difficile à effacer malgré toutes les garanties sanitaires.

Les préoccupations sanitaires liées aux résidus médicamenteux, aux bactéries et aux micropolluants alimentent également le doute. **Les traditions** associant l'eau à la pureté naturelle rendent le concept de réutilisation globalement contre-nature et tabou.

Certaines personnes ne prennent conscience des implications des pénuries d'eau sur leur mode de vie que lorsque des restrictions les touchent personnellement (ou pire, quand l'eau cesse de couler au robinet). Elles peuvent ignorer les conflits d'usage de l'eau douce et le coût réel de l'approvisionnement pour les ménages, l'agriculture et l'industrie. Pour autant, le Baromètre écologique Elabe 2025 montre que **66 % des sondés accepteraient de boire de l'eau du robinet partiellement issue d'eaux usées recyclées ou réutilisées traitées**, si cela permettait de réduire les risques de pénurie d'eau pour les ménages, l'agriculture et l'économie du pays.



LES SOLUTIONS ENVISAGÉES

Pour s'accommoder à la REUT, il faut comprendre son fonctionnement. L'expérience montre que l'ouverture des sites de production au public, en prenant le temps d'expliquer la technologie et la méthodologie employées, permet de construire une confiance durable (voir les études de cas de Windhoek et Vendée Eau en pages 20 et 21).

Chercher un meilleur nom pour aider à changer la perception du public. Parler de « réutilisation des eaux usées traitées » n'est sans doute pas le meilleur moyen d'évoquer une eau qui a connu un autre chemin que celui de la rivière. Les usines de traitement pourraient également être présentées comme faisant partie du patrimoine, des « centres

de la ressource en eau » plutôt que comme des stations d'épuration.

Mobiliser les sciences sociales aux côtés des sciences dures : les contributions de philosophes, d'anthropologues et de chercheurs en sciences sociales ont beaucoup apporté dans des contextes conflictuels. Les émotions doivent être prises en compte au-delà des données techniques.

Écouter d'abord, proposer des solutions ensuite. Les habitants doivent pouvoir s'exprimer sur leur relation à l'eau avant qu'on ne leur présente des réponses techniques. La participation favorise l'acceptation.

« Les détails techniques ne sont pas le sujet. Nous avons besoin des sciences sociales pour replacer l'humain au cœur du récit et évoquer le ressenti de chacun à l'égard de l'eau. »

JULIA MARTON-LEFÈVRE, ANCIENNE DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'UICN, MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE VEOLIA

NOTRE APPEL À L'ACTION

Partager les connaissances et ouvrir les sites pour faire des infrastructures de traitement de l'eau des lieux porteurs d'émotions. Ces lieux pourraient être des espaces d'apprentissage où les visiteurs suivent le parcours d'une goutte d'eau tout au long de son processus de purification.

Mobiliser les influenceurs et les jeunes générations : les médias, réseaux sociaux et prescripteurs, notamment ceux qui s'expriment sur les sujets scientifiques et l'éco-anxiété ambiante, peuvent contribuer à faire de la réutilisation des eaux une solution inspirante pour toutes les générations.

Faire de l'art et de l'émotion des vecteurs de confiance. Invoquer les émotions par le biais de la narration, de l'expérience sensorielle et du lien culturel peut surmonter les réticences là où le récit purement technique échoue.

Démontrer la fiabilité des installations pilotes, en organisant par exemple des dégustations à l'aveugle, pour apporter des preuves et démontrer la fiabilité du système.

Éduquer les enfants pour sensibiliser les parents. Des programmes scolaires au Chili et aux États-Unis, des distributions de bouteilles de "NEWater" à Singapour, ont fait leurs preuves pour contribuer à changer les mentalités.

LES ENGAGEMENTS DE VEOLIA

- 4 **Trouver un nom** qui parle au grand public pour désigner la réutilisation des eaux usées traitées.
- 5 **Partout dans le monde, ouvrir nos sites de traitement des eaux aux visites pour sensibiliser les citoyens à la sécurité de l'eau et aux solutions existantes.** Puisque l'eau est un bien commun et un élément de notre patrimoine, des visites seront organisées en France, notamment pendant les Journées européennes du patrimoine (19 et 20 septembre 2026).



NOTIONS CLÉS : RÉUTILISATION DIRECTE

La réutilisation directe pour l'alimentation en eau potable consiste à redistribuer l'eau aux consommateurs après des traitements et des tests approfondis. Le résultat est le même, mais les réticences sont plus fréquentes que pour la « réutilisation indirecte », où l'eau est stockée et mélangée à d'autres ressources « naturelles » dans un lac, une rivière ou une nappe phréatique avant d'arriver à nos robinets.

Comment rendre la réutilisation des eaux usées traitées financièrement viable ?

Les solutions de réutilisation des eaux usées traitées nécessitent des investissements qui peuvent paraître coûteux tant que la valeur réelle de l'eau est sous-estimée. En tant que bien commun vital pour des populations, les écosystèmes et les économies, l'eau doit être tarifée et partagée équitablement.

● LA SITUATION ACTUELLE

L'eau recyclée a un coût, qui est souvent supérieur à celui de l'eau issue de sources conventionnelles. Les canalisations et autres infrastructures de transport représentent généralement la partie la plus onéreuse du système, notamment en agriculture (parfois 20 fois plus chères que les systèmes de traitement).

Les acteurs font face à un paradoxe : l'eau est vendue à un prix trop bas, alors que les pénuries d'eau sont extrêmement coûteuses. Cet écart entraîne des décisions d'investissement inadéquates, qui ne permettent pas de sécuriser la ressource.

Dans de nombreux cas, le prix de l'eau n'en reflète pas le coût réel, en raison de différents mécanismes comme les subventions agricoles ou une tarification fondée sur les coûts de traitement plutôt que sur la rareté. De même, les bénéfices pour la santé publique, les écosystèmes et les paysages ne sont pas reflétés dans son prix.

D'autre part, le coût du manque d'eau n'est pas mesuré ni pris en compte : quel est le prix d'une coupure d'eau ? Combien pour une récolte perdue en agriculture, pour une heure d'arrêt de la production industrielle, pour des citoyens qui n'ont plus d'eau au robinet pendant des heures ou des jours ?

Les co-bénéfices sociaux et environnementaux de la REUT ne sont pas intégrés dans les financements des projets. Les coûts de dessalement évités, les services écosystémiques et les bienfaits pour la santé publique sont invisibilisés dans les modèles actuels.

Le financement mixte* est sous-utilisé et mal structuré. Les projets combinant subventions, financements concessionnels et capitaux privés requièrent un montage créatif et sur mesure.

La viabilité à long terme dépend autant de la volonté politique que de l'ingénierie financière. Faute d'un engagement public durable, les investisseurs privés font face à un risque d'incertitude à long terme.

« Nous avons l'opportunité de rendre l'invisible visible, à grande échelle, afin de débloquent les investissements dans les projets de réutilisation des eaux, de soutenir la performance contractuelle et de déployer des solutions telles que le traitement des PFAS, en toute confiance. »

SUSAN DOERING, RESPONSABLE MONDIALE ALIMENTATION, AGROALIMENTAIRE ET BOISSONS, AON INSURANCE, ÉTATS-UNIS



« Il faut donner un prix aux bénéfices nets de l'action et de l'inaction. Du côté des risques, mais aussi des opportunités. Les coûts économiques, mais aussi les coûts sociaux et environnementaux. Nous saurons que le modèle est le bon quand tout le monde se le sera approprié. »

LAURIE CHESNÉ, NATIXIS CORPORATE & INVESTMENT BANKING

● LES SOLUTIONS ENVISAGÉES

Modéliser « le coût du manque d'eau » : identifier, pour chaque territoire et secteur, les points de bascule à partir desquels la menace de pénurie d'eau rend les investissements incontournables économiquement et politiquement.

Un prix interne de l'eau pourrait être introduit et/ou développé dans l'industrie. Certaines entreprises, dont Michelin, intègrent des externalités liées à l'eau et au stress hydrique dans leurs décisions d'investissement, leur politique d'achats et leur gestion des risques.

Les coûts d'infrastructure pourraient être mieux répartis entre les groupes d'utilisateurs : lorsque la canalisation reliant une station de traitement aux champs agricoles est l'élément le plus coûteux, ce coût pourrait légitimement être partagé.

« Sans eau, il n'y a pas de vie, pas d'économie, pas de commerce international. L'eau doit donc être partagée. Tous les usagers locaux doivent se réunir autour de la table pour parler de l'eau : de leurs besoins, de la façon dont ils peuvent s'adapter à la pénurie, des tarifs et des prix qui reflètent la valeur de l'eau. »

ESTHER CRAUSER-DELBORG, ÉCONOMISTE DE L'EAU



● NOTRE APPEL À L'ACTION

Évaluer le « coût du manque d'eau ». Les acteurs politiques et économiques ont besoin d'outils d'aide à la décision pour transformer leur perception du risque de pénurie en véritable levier d'investissement. À l'instar du « coût de l'inaction » face au changement climatique, le « coût du manque d'eau » peut rendre visible un risque encore trop souvent négligé, mais néanmoins bien réel. Un tel outil devrait permettre le calcul d'une valorisation monétaire robuste à une échelle opérationnelle (territoire, entreprise ou actif) et aider à justifier les décisions d'investissement.

Valoriser les co-bénéfices. Le modèle pourrait inclure une quantification des coûts évités, des économies en carbone, de la restauration des écosystèmes et des bienfaits pour la santé publique. L'intégration de ces coûts serait bénéfique au « profil financier » des projets de REUT dans le cadre de financements mixtes.

Ouvrir les plateformes et cadres de partenariat financier aux projets de REUT. Des instruments multilatéraux pilotés par des institutions comme la Banque mondiale peuvent mettre toutes les parties prenantes autour de la table.

LES ENGAGEMENTS DE VEOLIA

6 D'ici à la fin 2026, Veolia va développer un guide méthodologique et un calculateur pour évaluer le coût du manque d'eau. Ces outils aideront les acteurs publics et privés à prendre des décisions d'investissement éclairées et à renforcer les modèles économiques des solutions sécurisant l'accès à l'eau. Ce guide ira au-delà des coûts directs pour mesurer les différentes dimensions aujourd'hui ignorées : coûts indirects (impact sur la chaîne de valeur, l'emploi, l'économie), les coûts d'actifs (terres agricoles, cultures pérennes, infrastructures, jardins patrimoniaux), les coûts systémiques, les effets en cascade, les coûts sociaux et sanitaires. Le calculateur permettra aux acteurs publics et privés d'évaluer le coût de la pénurie d'eau sur leur territoire afin d'objectiver ce coût et de construire l'argumentaire économique pour les investissements nécessaires. Cette évaluation, inscrite dans l'approche client de Veolia, servira de base pour mobiliser et coordonner les parties prenantes d'un bassin versant spécifique autour d'une stratégie partagée.



NOTIONS CLÉS

Le financement mixte* est une approche innovante du financement du développement qui combine de manière stratégique des capitaux publics, philanthropiques et privés pour financer des initiatives de développement durable, en particulier dans les pays à faibles revenus et en développement.

* définition officielle de l'UNESCO

Comment passer à l'échelle à partir des projets pilotes et développer le leadership et les compétences nécessaires ?

Qu'est-ce qui fait qu'un projet fonctionne ? Les technologies de réutilisation des eaux usées traitées sont désormais bien maîtrisées.

Mais chaque investissement est une innovation unique, à la confluence d'enjeux économiques, sociétaux et environnementaux. Passer du concept à la réalisation, de la phase pilote au déploiement, nécessite une orchestration sur mesure pour traduire des solutions techniques en systèmes durables.

LA SITUATION ACTUELLE

Le principal obstacle au passage à l'échelle des solutions de REUT n'est plus la faisabilité technologique, mais les conditions dans lesquelles ces solutions sont déployées.

Dans la sphère municipale, outre les défis d'acceptabilité, le déploiement est contraint par l'équilibre entre l'ambition technique, la viabilité économique et le contexte hydrologique. La REUT pour l'alimentation en eau potable ou de haute qualité nécessite des procédés de traitement avancés qui génèrent des sous-produits et consomment de l'énergie. Ces systèmes doivent s'inscrire dans les bilans hydriques à l'échelle du bassin versant et respecter les exigences de débits environnementaux.

Pour l'agriculture, le défi ne consiste pas à produire de l'eau conforme, mais à adapter le traitement, le stockage et la distribution à la demande saisonnière et aux besoins des cultures, dans un modèle économique viable, tout en tirant parti des nutriments azotés et phosphorés déjà présents dans l'eau.



« Nous avons besoin d'une nouvelle génération de professionnels qualifiés pour moderniser le secteur de l'eau en Europe et au-delà. Pour y parvenir, nous devons proposer des carrières attractives aux jeunes talents. »

JANN MARTINSOHN, CENTRE COMMUN DE RECHERCHE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

L'adoption dépend de l'adéquation entre l'intensité du traitement et l'usage prévu, et de la bonne substitution de l'eau douce dans les bassins en stress hydrique. Le tout doit être soutenu par un modèle économique garantissant la récupération des coûts de traitement.

Dans l'industrie, les systèmes en circuit fermé et les procédés de traitement à haute efficacité existent techniquement. Cependant, il faut trouver un équilibre entre fiabilité, spécifications de qualité et coûts. Une innovation durable s'alignera sur les contraintes de production et les stratégies de sécurité de l'eau, plutôt que d'apporter des progrès sur le seul plan de la performance environnementale.

Le manque de connaissances, au niveau local, des conditions hydrologiques, agronomiques ou industrielles peut conduire à la conception de solutions surdimensionnées, non rentables, ou encore mal adaptées au besoin réel.

Les professionnels qualifiés manquent, d'autant que chaque solution doit être construite sur mesure. Quelques formations et programmes sont en train d'émerger, portés par les industriels ou les pouvoirs publics, mais la formation d'un nombre suffisant d'experts prendra du temps.

Le passage à l'échelle est fondamentalement différent de la phase pilote : les projets de démonstration doivent être associés à des modèles de gouvernance reproductibles, des normes transférables et des engagements politiques durables.



FORMATIONS

- L'Académie européenne de l'eau a été créée en 2025, dans le cadre de la nouvelle Stratégie européenne pour la résilience de l'eau, pour remédier au manque de compétences en gestion de l'eau en Europe.
- Terra Academia est un organisme de formation fondé par Veolia avec une coalition de partenaires français à destination des futurs acteurs de la transformation écologique.
- Veolia Workforce Academy est un programme de formation en ligne conçu pour informer les Américains sur les perspectives de carrière dans le secteur de l'eau, les préparer aux certifications professionnelles du secteur ou approfondir leur développement professionnel.

NOTRE APPEL À L'ACTION

Transformer les infrastructures existantes en sites de démonstration pour des visites éducatives et des évaluations d'impact d'usages variés (municipal, industriel et agricole).

Partager les données. Les informations techniques, les données et les normes doivent davantage circuler pour démontrer les avantages de la REUT.

Embarquer tout le monde. L'Assemblée des parties prenantes qui a rédigé ce document le démontre bien : on innove mieux à plusieurs. Au niveau local, réunir citoyens, élus, enseignants, acteurs industriels, agriculteurs, responsables d'ONG et experts locaux de l'eau pour faire émerger une réglementation adaptée au contexte et un engagement collectif.

« Pour que le changement ait lieu, il faut simplifier les choses et donner les outils aux gens. On ne leur dit pas quelle solution construire. On leur donne les outils pour qu'ils puissent construire les solutions qu'ils souhaitent. »

VEDIKA BHANDARKAR, PDG DE WATER.ORG

LES ENGAGEMENTS DE VEOLIA

- 7 Intégrer la REUT dans le mix eau. Selon la même logique que le « mix énergétique », les solutions de REUT pourraient faire partie d'un « mix eau », combinant sources naturelles, dessalement, réutilisation des eaux et d'autres stratégies comme la gestion de la demande et les négociations à l'échelle du bassin versant.
- 8 Organiser des assemblées locales sur la réutilisation de l'eau avec les acteurs de la gouvernance locale et les parties prenantes, sur le modèle des collectifs et de la méthode « +1, pour une écologie en action » de Veolia.
- 9 Partager nos connaissances, en ouvrant de nouveaux projets de démonstration, en faisant des lieux d'apprentissage et de partage de certaines données et informations techniques. C'est le cas du nouveau projet DECIDEIX à Barcelone, l'une des premières installations d'alimentation en eau potable en Europe à utiliser 100 % d'eaux usées municipales, qui doit être opérationnel en octobre 2026.
- 10 Soutenir les initiatives de formation menées par Veolia et d'autres partenaires publics et privés.

LE LAB D'INNOVATION VEOLIA

Le nouveau pôle d'innovation de Veolia, baptisé « Le Lab », ouvrira en septembre 2026 à côté de son siège social d'Aubervilliers (Ile-de-France). Il accueillera la communauté scientifique pour développer des solutions techniques novatrices, notamment en REUT à usage industriel, en procédés de prétraitement et procédés membranaires à ultra-haute pression, avec un suivi en continu de la qualité de l'eau de réutilisation produite. Le Lab sera également un lieu de partage des connaissances, avec une démonstration permanente de solutions de réutilisation pour l'agriculture et l'irrigation.

L'APPROCHE CLIENT VEOLIA : DES SOLUTIONS SUR MESURE POUR LA SÉCURITÉ DE L'EAU

Veolia accompagne ses clients du monde entier dans leurs défis opérationnels, pour atténuer les risques futurs liés à l'eau, en particulier les conflits d'usage. Notre approche débute par un diagnostic multidimensionnel, prenant en compte les besoins et les contraintes des différentes parties prenantes, les enjeux environnementaux et la mobilisation des communautés. L'objectif est de contribuer à un « mix d'approvisionnement en eau » qui soit le plus aligné possible avec la stratégie locale.



Les pionniers de la réutilisation des eaux usées traitées

La réutilisation des eaux usées traitées n'est pas une technologie nouvelle. Des projets de grande ampleur ont déjà été mis en œuvre dans des régions où la pénurie d'eau est une réalité quotidienne. Chaque installation a été adaptée à son environnement et à son contexte sociétal, économique et politique, dans le cadre d'un « mix eau » soigneusement élaboré. Les responsables de ces projets ont partagé leur expérience avec l'Assemblée : leurs réussites comme leurs apprentissages.

USAGE MUNICIPAL P 20

USAGE AGRICOLE P 22

USAGE INDUSTRIEL P 24

Usage municipal

Ville de Windhoek

CONTEXTE Windhoek, la capitale de la Namibie, est située dans l'une des régions les plus sèches d'Afrique. Seulement 1 % des eaux de pluie s'infiltrent dans le sol : la recharge des nappes phréatiques est donc insuffisante pour répondre aux besoins d'une population urbaine de 500 000 habitants, en constante augmentation. Après avoir envisagé le transport d'eau sur une distance de 600 km ou la désalinisation, les élus ont choisi de faire de Windhoek **la première ville au monde à mettre en œuvre la réutilisation directe d'eau potable à grande échelle, en 1968.**

SOLUTION La première installation a été modernisée à plusieurs reprises, avant d'être remplacée par un nouvel équipement en 2002 avec l'aide financière de la Banque européenne d'investissement et de la banque de développement allemande KfW. Une filiale de Veolia en assure l'exploitation avec la ville depuis 2002. La structure est désormais associée à un système de recharge des réserves d'eau, stockant l'eau potable quand les précipitations sont suffisantes, et à des actions de réduction de la demande en période de sécheresse.

ENSEIGNEMENTS La réutilisation directe pour une alimentation en eau potable est l'application la plus délicate de la REUT. La confiance du public repose sur deux piliers : une communication transparente et factuelle sur la qualité de l'eau, et l'intégration de l'installation dans le tissu économique de la ville. Le projet a été lancé dans les années 1960, à une époque où aucune réglementation ni recommandation n'existait. La ville a dû élaborer ses propres critères, qui sont devenus les « normes de Windhoek », utilisées pour développer les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé sur la réutilisation de l'eau en 2017.

LES HABITANTS
DE WINDHOEK
BOIVENT DE L'EAU
RÉUTILISÉE
DEPUIS

57
ANS.

« Le sujet, c'est le coût du manque d'eau. Quand les habitants comprennent ce que cela signifie de vivre dans un désert, de risquer des coupures d'eau au robinet, l'acceptabilité de la réutilisation des eaux ne pose plus aucun problème. »

ROWAN D. ADAMS, DIRECTEUR STRATÉGIQUE DES INFRASTRUCTURES,
VILLE DE WINDHOEK

Namibie



« La sécurité est primordiale. Vous devez gagner la confiance des habitants en garantissant une eau potable constamment sûre et saine. Nos concitoyens savent comment notre système fonctionne, pour avoir visité nos installations quand ils étaient à l'école. Avec la réutilisation des eaux usées traitées, nous pouvons tenir pendant deux années sans pluie. »

SACKARIAS UUNONA,
MAIRE DE WINDHOEK



« Nous avons mobilisé un comité des partenaires au sein duquel étaient présents notamment les associations environnementales ou les représentants des pêcheurs afin que tous s'approprient collectivement le projet. Et comme le cadre réglementaire n'existait pas, nous avons travaillé étroitement avec l'Agence Régionale de Santé, ainsi que les services de l'État, pour concevoir un démonstrateur en vue d'un futur cadre réglementaire. »

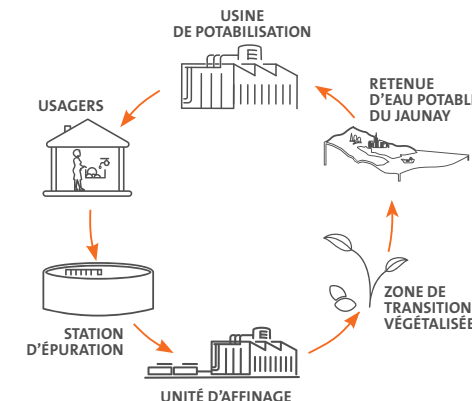
DENIS GUILBERT, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE VENDÉE EAU

Vendée Eau

CONTEXTE Le département français de la Vendée est mieux connu pour son littoral atlantique que pour ses problèmes de pénurie d'eau. Et pourtant, le service public Vendée Eau éprouve de plus en plus de difficultés à approvisionner chaque année une agro-industrie florissante, un secteur du bâtiment très dynamique et une population de 750 000 habitants qui double chaque été avec le tourisme. Selon les projections, un déficit de 8 millions de m³ d'ici 2050 est à craindre en année sèche en pleine saison touristique.

SOLUTION Vendée Eau a mis en place un bouquet de solutions, comprenant des initiatives d'économie d'eau, de réduction des fuites et de stockage dans d'anciennes carrières. Un appel d'offres a attribué à Veolia la conception et la construction d'une grande première en Europe : une installation de recyclage de l'eau, baptisée « programme Jourdain ». Une installation pilote a été construite en 2022 : elle combine une unité d'affinage de l'eau et une Zone de Transition Végétalisée à la retenue d'eau potable et l'usine de potabilisation existante (voir schéma ci-contre). Depuis 2025, elle fournit de l'eau recyclée pour l'équivalent de la consommation de 15 000 personnes. Des projets d'extension sont en cours.

ENSEIGNEMENTS Dans un pays sans expérience préalable de la REUT, l'acceptation des citoyens était un défi. Le site a été conçu pour accueillir des visites, avec un parcours pédagogique intégré. Il n'existe pas encore de cadre réglementaire en France, ni en Europe, pour la recharge des eaux de surface avec de l'eau recyclée purifiée. La réussite du projet a tenu à un dialogue bien anticipé avec les autorités sanitaires françaises.



L'eau traitée, rendue "ultra-pure", parcourt 30 km de tuyaux pour rejoindre une zone de transition végétalisée, mélangée à l'eau d'une retenue et traitée dans une usine de potabilisation, avant d'être redistribuée.

LE PROGRAMME,
D'UN COÛT TOTAL ESTIMÉ À

25
MILLIONS

D'EUROS EST COFINANCÉ
PAR VENDÉE EAU, L'AGENCE DE L'EAU
LOIRE-BRETAGNE, LE DÉPARTEMENT
DE LA VENDÉE, LA RÉGION
DES PAYS-DE-LA-LOIRE ET LE FONDS
DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL
DE L'UNION EUROPÉENNE,
EN TANT QU'INITIATIVE PIONNIÈRE
EN EUROPE.

Usage agricole

As-Samra

CONTEXTE La Jordanie est l'un des pays les plus touchés au monde par le stress hydrique. Les nappes phréatiques sont exploitées à un rythme deux fois supérieur à leur rendement durable. Le secteur agricole est le plus grand consommateur d'eau du pays, ce qui associe aux enjeux de sécurité des approvisionnements en eau celui de la sécurité alimentaire.

Amman, Jordanie



« As-Samra est une expérience fructueuse de coordination totale entre notre gouvernement et nos partenaires internationaux publics et privés : elle permet de tirer parti de chaque goutte d'eau pour l'agriculture tout en réduisant la pression sur l'approvisionnement en eau potable. »

IYAD AL QASSIR, DIRECTEUR DE PROGRAMME,
MINISTÈRE DE L'EAU ET DE L'IRRIGATION, JORDANIE

SOLUTION Le site de traitement d'As-Samra est l'un des systèmes de réutilisation des eaux les plus ambitieux du Moyen-Orient. Veolia l'a construit en 2003 dans le cadre d'un contrat BOT (construction-exploitation-transfert) de 34 ans avec le ministère jordanien de l'Eau et de l'Irrigation. L'installation peut traiter environ 60 % de toutes les eaux usées collectées en Jordanie. Elle est autonome en énergie à 90 % grâce à des turbines hydrauliques et des générateurs à biogaz. L'effluent traité sert à irriguer 10 000 hectares de terres agricoles sur 4 000 exploitations, répondant à 15 % des besoins totaux en eau de la Jordanie.

ENSEIGNEMENTS Le contrat a été rendu viable grâce à une structure de financement privé avec 50 % de subventions américaines (USAid et Millenium Challenge Corporation). Le traitement de l'eau à As-Samra coûte moins de 0,4 USD/m³, un tarif très compétitif par rapport au coût de l'eau potable.

« La réutilisation des eaux n'est pas onéreuse : ce qui coûte cher, c'est l'inaction. Rendre ce coût visible — avant la crise, et non après — exige un partenariat à long terme entre autorités publiques, opérateurs et institutions financières tel que l'incarne As-Samra. »

ESTELLE BRACHLIANOFF,
DIRECTRICE GÉNÉRALE VEOLIA

EN JORDANIE,
LA DISPONIBILITÉ
EN EAU DOUCE PAR
HABITANT EST DE

61 m³

(L'ONU FIXE LE SEUIL
DE PÉNURIE ABSOLUE
À 500 M³).

Retorno Maipo

CONTEXTE Les pénuries d'eau s'aggravent chaque année au Chili, en lien avec le changement climatique. La région métropolitaine de Santiago est particulièrement exposée à une sécheresse structurelle. Aguas Andinas, filiale de Veolia, y fournit de l'eau potable et des services d'assainissement à 7 millions de personnes.



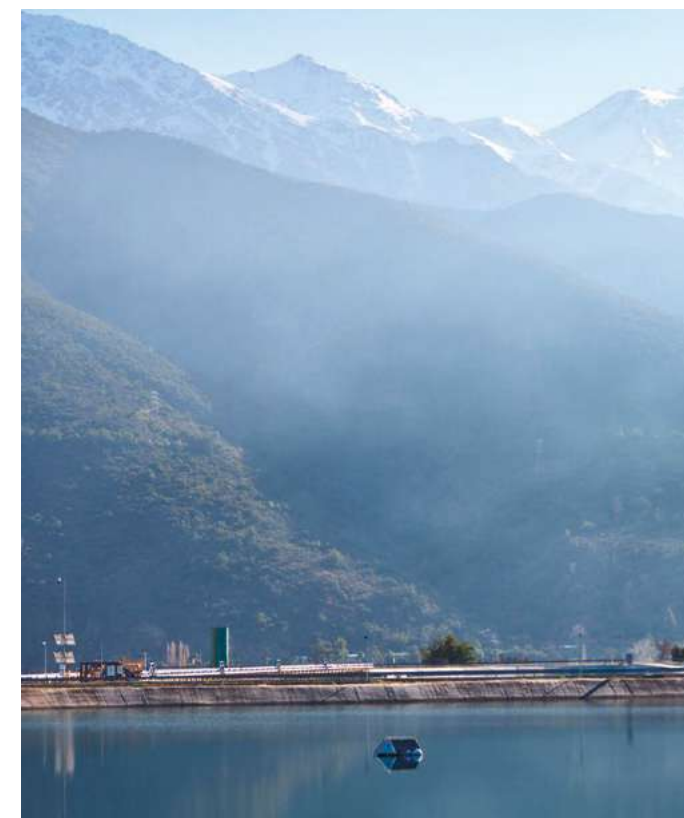
SOLUTION Le projet Retorno Maipo doit devenir la première grande infrastructure de réutilisation des eaux au Chili, dans le cadre d'un programme de résilience plus large appelé « Biocidad ». Le projet consiste à rediriger l'eau traitée en amont, sur un parcours de 35 km, vers le bassin du fleuve Maipo où elle sera utilisée pour l'irrigation agricole. En contrepartie, il est prévu que les agriculteurs autorisent le flux de davantage d'eau fluviale en amont pour l'approvisionnement en eau potable de la ville. Le projet est actuellement en cours. L'investissement serait amorti par une augmentation tarifaire de 2,3 %, approuvée par le régulateur chilien.

ENSEIGNEMENTS En tant que premier grand projet de réutilisation de l'eau au Chili, Retorno Maipo a soulevé des questions sur la propriété de l'eau traitée. Un dialogue bien anticipé et continu avec le régulateur sanitaire et les autorités environnementales a été central pour l'obtention des autorisations nécessaires. Les discussions sont toujours en cours avec les usagers en amont et en aval afin de s'assurer que la solution retenue soit équitable pour tous.



« L'eau est une ressource naturelle, qui se fait très rare au Chili. Quand nous concevons des solutions, nous devons veiller à la fois aux usagers et à l'environnement. Ces précautions nécessitent un dialogue attentif avec toutes les personnes concernées. »

VIVIANNE BLANLOT,
ADMINISTRATRICE, AGUAS ANDINAS, CHILI



Usage industriel



États-Unis

Micron Technology

CONTEXTE Micron Technology est un important fabricant de puces mémoire aux États-Unis, qui a travaillé avec Veolia sur des projets de l'eau et des déchets sur plusieurs sites du monde entier. La fabrication de semi-conducteurs est une activité industrielle gourmande en eau : elle nécessite d'importantes quantités d'eau ultrapure et engendre des flux complexes d'eaux usées. L'entreprise prépare actuellement la construction de deux nouveaux sites de fabrication à Boise, Idaho. À Syracuse, dans l'État de New York, elle a lancé la construction d'une nouvelle usine, avec le projet de construire jusqu'à quatre usines à Syracuse.

SOLUTION À Boise, dans l'Idaho, Micron est en train de construire deux installations à zéro rejet liquide, qui maximisent le recours à la REUT pour la production des semi-conducteurs. La solution combine la production d'eau ultrapure, des systèmes de récupération industrielle et un traitement avancé des eaux usées.

ENSEIGNEMENTS La réutilisation des eaux usées traitées est directement intégrée dans le modèle opérationnel de Micron. Elle constitue une solution durable et robuste lorsqu'elle est associée avec la continuité de la production et la conformité réglementaire, et ne répond pas seulement à des objectifs environnementaux.

OBJECTIFS
DE DÉVELOPPEMENT
DURABLE
MONDIAUX :

75 %

DE CONSERVATION DES EAUX
PAR LA RÉUTILISATION,
LE RECYCLAGE ET
LA RESTAURATION DES EAUX.
MICRON EN EST À 71% EN 2025.



MICRON COLLABORE AVEC
**PLUSIEURS
AGENCES**
ET PARTIES PRENANTES
POUR FINANCER
LA MODERNISATION DE
GRANDES INFRASTRUCTURES
PUBLIQUES ET DES
INITIATIVES D'ENGAGEMENT
COMMUNAUTAIRE.

« Nous ne pouvons
pas fabriquer nos
produits sans eau.
Pour nous développer
en tant qu'entreprise,
il est indispensable
de réutiliser l'eau
aussi efficacement
que possible,
et au meilleur coût. »

DEENA STARKEL, INGÉNIEURE EAU,
MICRON TECHNOLOGY



LA SOLUTION PERMET
UN TAUX DE RÉUTILISATION
DES EAUX DE

65%



« D'abord, commencez petit,
par un projet pilote.
Deuxièmement,
calculez soigneusement
la viabilité économique.
Troisièmement, soyez
proactifs dans le dialogue
avec les politiques :
contactez les autorités
locales de protection
de l'environnement et
d'encadrement de
l'industrie. De nombreuses
collectivités locales
proposent des subventions
ou des incitations fiscales. »

YANG TAO, PRÉSIDENT DE HUBEI HEYUAN GAS CO.



Chine

Hubei Jinkong Gas

CONTEXTE Hubei Jinkong Gas est une entreprise gazière chinoise. Elle produit de l'alcool ammoniacal en lien avec l'industrie du charbon. La province de Hubei, au centre de la Chine, fait face à un stress hydrique croissant, poussant le gouvernement à appliquer des plafonds de consommation d'eau et des normes de rejet de plus en plus stricts. La continuité de la production nécessite un approvisionnement en eau stable et de haute qualité, ainsi que le respect des valeurs limites de rejet des eaux usées.

SOLUTION Veolia et son partenaire Hubei Heyuan Gas Co ont été chargés de la conception, de la construction et de l'exploitation des installations de traitement des eaux usées et de la réutilisation des eaux usées dans le Hubei depuis 2024. La solution technique a été conçue sur mesure, avec une ligne de traitement intégrant les technologies membranaires avancées de Veolia pour une haute performance sur une emprise foncière réduite. L'installation fait désormais référence pour l'industrie chimique du charbon en Chine.

ENSEIGNEMENTS Les nouvelles contraintes réglementaires n'ont pas laissé d'autre choix aux opérateurs chimiques du charbon que d'investir dans le traitement avancé des eaux et la réutilisation. Mais ils ont transformé cette pression réglementaire en une opportunité de se positionner comme des leaders dans la transition du secteur. La structure BOT (construction-exploitation-transfert) a impliqué trois acteurs aux priorités et aux modèles de gouvernance différents. Des protocoles de prise de décision clairs et une communication transparente ont permis de lancer le projet pour 20 ans de collaboration.



LE PRÉLÈVEMENT
D'EAU DOUCE
EST RÉDUIT DE

2

MILLIONS M³
PAR AN.

Tous unis pour la sécurité écologique

« Nous devons unir nos forces, car aucun acteur ne pourra remédier à la situation tout seul. Nous avons réuni l'Assemblée des parties prenantes précisément parce que les échanges dont nous avons besoin, d'une zone géographique à l'autre, d'une discipline à l'autre, d'une perspective à l'autre, n'ont lieu nulle part ailleurs. »

ESTELLE BRACHLIANOFF, DIRECTRICE GÉNÉRALE DE VEOLIA

Veolia a toujours dialogué avec ses parties prenantes. Mais l'Assemblée qui a eu lieu pour la première fois en avril 2026 n'était pas comme les autres. Chacun des 34 membres a été soigneusement sélectionné comme pionnier ou expert de la sécurité écologique et de la réutilisation des eaux usées traitées, afin d'apporter de nouvelles perspectives au Comité exécutif et au Conseil d'administration de Veolia sur ces questions. Et c'est bien ce qu'ils ont fait, tous ensemble, ouvrant de nouveaux horizons grâce à des échanges sincères.

PRÉSENTATION
DES MEMBRES P 28

UNE ASSEMBLÉE UNIQUE P 32

NOTRE PACTE P 34



Clients

Certains clients de Veolia ont pris une longueur d’avance sur les solutions de REUT. Ils ont rejoint l’Assemblée pour partager leur expérience de terrain et s’ouvrir à de nouvelles perspectives pour pousser leurs ambitions plus loin.

COLLECTIVITÉS LOCALES

RAED ABU SOUD
Ministre de l’Eau et de l’Irrigation, Jordanie



« Nous saluons l’initiative de l’Assemblée des parties prenantes qui contribuera à apporter des solutions durables aux pénuries d’eau qui touchent notre région. »

VIVIANNE BLANLOT
Membre du Conseil d’administration, Aguas Andinas, Chili



« Le secteur de l’eau est probablement le plus fondamental et le plus complexe au monde. Nous devons créer des liens avec toutes les parties concernées afin d’apprendre les uns des autres. »

DENIS GUILBERT
Directeur général de Vendée Eau, France



« L’eau est un bien commun. Pour faire face à une véritable faillite hydrique, nous devons agir à de nombreux stades du cycle de l’eau et mobiliser une grande diversité de parties prenantes, y compris les clients. »

SACKARIAS UUNONA
Maire de Windhoek, Namibie



« Windhoek utilise la REUT depuis plus de cinq décennies. Je suis venu ici pour présenter notre expérience, mais aussi pour nouer des collaborations durables afin de garantir la sécurité de l’eau et d’éviter tout gaspillage. »

INDUSTRIE

DEENA STARKEL
Ingénieure principale en gestion de l’eau, Micron Technology, États-Unis



« Pour nous développer en tant qu’entreprise, nous devons nous assurer de réutiliser l’eau aussi efficacement que possible. Les partenariats et la collaboration sont le seul moyen d’y parvenir. »

YANG TAO
Président, Hubei Heyuan Gas Co., Chine



« L’Assemblée des parties prenantes n’est pas qu’un lieu d’échanges, c’est une transformation du « moi » vers le « nous », un véritable appel à l’action en réponse au risque de déficit hydrique. »

Actionnaires & Partenaires financiers

Ils maîtrisent les chiffres. Le regard des actionnaires et des experts financiers est essentiel pour s’assurer que les projets soient correctement financés et viables à long terme.

ACTIONNAIRES

NICOLAS ANDRIEU
Spécialiste du financement des infrastructures et projets / Membre du Comité consultatif des actionnaires de Veolia, France



« Réunir les parties prenantes, c’est combiner expérience opérationnelle, connaissances scientifiques, légitimité sociale et capital à long terme. »

EMMANUEL BLOT
Directeur, Bpifrance Investissement, France



« L’eau est essentielle pour l’humanité ; elle nous concerne tous sous différents aspects. Chacun de ces aspects étant un enjeu, il est crucial de bien se coordonner. »

REPRÉSENTANT DES SALARIÉS ACTIONNAIRES

JEAN-CHRISTOPHE TARET
Directeur Impact et Développement / Administrateur représentant les actionnaires salariés, France



« Aucune entreprise, aussi grande soit-elle, ne peut résoudre cette question seule. Elle nous concerne tous. Nous avons besoin de monde autour de la table, et c’est précisément l’objet de cette Assemblée. »

PARTENAIRES FINANCIERS

LAURIE CHESNÉ
Responsable Green & Sustainable Financing & Advisory – EMEA, Natixis Corporate & Investment Banking, France



« C’est une formidable opportunité d’être utile, de combler le fossé entre les critères ESG et la finance pour créer de la valeur. »

PASCALE FORDE MAURICE
Directrice corporate Europe – Sustainable Investment Banking de Crédit Agricole CIB, France



« L’approvisionnement en eau est un marqueur du changement climatique. Les institutions financières et tout l’univers de l’investissement ont un rôle à jouer dans cette chaîne de valeur. »

Représentants des salariés

Les experts de Veolia connaissent leur sujet. Ils apportent à l’assemblée leurs compétences d’ingénieurs, qu’ils placent à la lumière de perspectives plus larges.

DIALOGUE SOCIAL CHEZ VEOLIA

FRANCK LE ROUX
Administrateur représentant les salariés au Conseil d’administration de Veolia, France



« Après avoir participé au dispositif de coopération “+1, pour une écologie en actions”, je suis très enthousiaste à l’idée de prendre part à cette nouvelle initiative innovante. »

PAVEL PÁŠA
Administrateur représentant les salariés, Conseil d’administration de Veolia, République tchèque



« Cette initiative démontre avec force l’importance de nos métiers en tant que services essentiels à la société. »

CONSEIL DES GÉNÉRATIONS FUTURES

ADÈLE PEUGEOT
Directrice du Département des expertises scientifiques et technologiques, Veolia, France



« Je crois profondément au pouvoir de cette approche collective pour faire émerger des solutions transformatrices pour les populations de la planète. »

XINGPEI YAO
Responsable relations extérieures et communication, Veolia, Chine



« En tant que collaboratrice de Veolia en Chine, j’estime qu’il est essentiel de montrer à nos parties prenantes les bénéfices qu’elles peuvent tirer de notre engagement en faveur de la sécurité écologique. »

EXPERTS EN RÉUTILISATION DES EAUX USÉES TRAITÉES

GENEVIÈVE LEBOUCHER
Engineering & Procurement Projects, Veolia Water Technologies, France



« Nous avons besoin d’une approche de coalition pour résoudre la crise mondiale de l’eau, car il s’agit d’un problème immense et complexe qu’aucun acteur — qu’il s’agisse d’un gouvernement, d’une entreprise ou d’une ONG — ne peut résoudre seul. »

DAVE ROSS
Vice-président exécutif affaires publiques et développement durable Veolia Amérique du Nord, États-Unis



« Je travaille dans le domaine de la REUT depuis plus de 30 ans. Je suis fermement convaincu que nos sociétés n’ont pas progressé suffisamment dans la mise en œuvre de cette solution. Je suis vraiment enthousiaste à l’idée que Veolia exerce son influence au niveau mondial pour en accélérer le déploiement. »

Planète

D’éminents experts de grandes organisations internationales ont rejoint l’Assemblée pour donner une voix aux écosystèmes et aux communautés les plus vulnérables, et pour apporter un éclairage politique, scientifique et systémique aux discussions techniques.

EXPERTS INDÉPENDANTS

ESTHER CRAUSER-DELBORG
Économiste de l’eau, co-fondatrice et PDG de Water Wiser, France



« Les ressources en eau nécessitent une action concertée pour rassembler toutes les parties prenantes autour de la table pour inventer et organiser ensemble une gestion de l’eau efficace. »

SHERRI GOODMAN
Experte reconnue des questions de défense, d’énergie et de climat. Secrétaire générale du Conseil militaire international sur le climat et la sécurité, États-Unis



« Une démarche collective suppose de mobiliser la puissance des individus et des institutions pour élaborer et mettre en œuvre des solutions concrètes pour la sécurité écologique et la gestion de l’eau. »

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

ANDREA ERICKSON-QUIROZ
Directrice générale Systèmes alimentaires et hydrauliques durables, The Nature Conservancy, États-Unis



« Nous croyons qu’en travaillant ensemble à l’amélioration de la sécurité écologique, nous pouvons faire advenir des communautés et des systèmes naturels plus résilients, pour le bénéfice de la biodiversité et des populations. »

VEDIKA BHANDARKAR
Présidente et directrice des opérations, Water.org, États-Unis



« La réutilisation des eaux usées traitées et la résilience sont d’une importance capitale pour les populations vivant en bas de la pyramide économique, et pour les communautés vulnérables. Nous sommes ici pour les représenter. »

FONDATION VEOLIA

FRANÇOISE GAILL
Conseillère scientifique du CNRS et vice-présidente de la plateforme Océan & Climat, Fondation Veolia, France



«Nous développons un nouveau domaine de recherche : non pas la science durable, mais la science transformatrice. Veolia illustre cette approche du monde que nous souhaitons transformer.»

Présentation des membres

CHERCHEURS

AGATHE EUZEN



Directrice du programme « One Water », CNRS, France

« Cette initiative de Veolia est une belle opportunité de jeter des ponts entre nos expériences, nos nationalités, nos problèmes et nos solutions, de mettre toutes les parties prenantes en lien pour trouver les solutions. »

CONSEIL DES GÉNÉRATIONS FUTURES

DANIEL DE PAULA



Co-fondateur du Parlement français des jeunes pour l'eau, France

« Il faut protéger les écosystèmes qui alimentent le cycle de l'eau pour la sécurité de toutes les générations, et la jeunesse est l'acteur clé pour faire vivre cette vision dans la durée. »

ELSY MILAN



Doctorante à l'Imperial College de Londres et négociatrice politique auprès de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, Liban

« En tant que membre de l'Assemblée, j'ai la possibilité de changer la réalité afin que mon enfant ait, dans le futur, un accès à l'eau potable et à un assainissement de qualité. »

AUTORITÉS PUBLIQUES - INVITÉ

JANN MARTINSOHN



Chef d'unité Océan et Eau, Centre commun de recherche de la Commission européenne, Europe

« La grave crise de l'eau en Europe pousse à l'adoption de la stratégie européenne de la résilience dans le domaine de l'eau, soutenue par l'Unité Océan et Eau. »

Société

La sécurité de l'eau est essentielle à la résilience de nos économies et de nos systèmes juridiques. Des experts issus de cabinets spécialisés et d'agences gouvernementales nous ont rejoints pour aborder les implications politiques de la sécurité écologique dans les secteurs public, académique et privé.

ASSURANCES

SUSAN DOERING



Responsable mondiale Alimentation, Agroalimentaire et Boissons, Aon Insurance, États-Unis

« Sans une mobilisation collective pour explorer des solutions et opérer des changements en tenant compte des besoins et des contributions de l'industrie, de la finance, des gouvernements et des institutions scientifiques et de recherche, la sécurité écologique sera difficile, voire impossible à atteindre. »

FOURNISSEUR

SUREKHA TRIVEDI



Vice-présidente senior, Stratégie et développement durable, Veralto, États-Unis

« La réutilisation des eaux usées traitées est un élément majeur de l'empreinte positive de nos activités liées à l'eau. »

AGENCE PUBLIQUE

RÉMY RIOUX



Directeur général, Agence Française de Développement, France

« Veolia et l'AFD entretiennent un partenariat de longue date et de grande qualité. Nous sommes engagés les uns et les autres pour une utilisation efficace des ressources, et donc de l'eau. »

INSTANCES DE DIALOGUE DE VEOLIA

INSTITUT VEOLIA

PIERRE-MARC JOHNSON



Avocat international, ancien Premier ministre du Québec, Canada

« La notion de coalition ou de regroupement est fondamentale face aux crises aux effets multiples ; une gestion adéquate des ressources rares l'exige. »

CRITICAL FRIENDS

ARMAND HATCHUEL



Professeur émérite en sciences de gestion et théorie de la conception, Mines Paris-PSL, France

« Le défi de l'eau est une question scientifique et d'innovation : les technologies existantes ne s'adaptent pas à tous les contextes écologiques, sociaux, financiers et politiques. Une action concertée est nécessaire pour explorer toutes les solutions transformatrices et ainsi répondre à la plus grande variété de besoins. »

SHIVANI KANNABHIRAN



Experte en durabilité sociale, chaînes de valeur mondiales et conduite responsable des affaires, France

« L'eau, c'est la vie. Le problème climatique est en pleine accélération et la seule façon d'y répondre est d'agir collectivement. »

TERRA ACADEMIA

XAVIER LEFLAIVE



Doyen de Terra Academia et ancien administrateur senior de l'OCDE Environnement, France

« Veolia démontre une vraie capacité à repousser les limites de la gouvernance d'entreprise et de l'engagement des parties prenantes. »

ENTREPRISES POUR L'ENVIRONNEMENT

CÉCILE DENORMANDIE



Directrice générale - Entreprises pour l'Environnement, France

« Les coalitions permettent d'apporter des réponses coordonnées entre les secteurs public et privé, et au sein du secteur privé, au fil de la chaîne de valeur. »

Membres du Comité exécutif et du Conseil d'administration participant à cette assemblée

PRÉSIDIÉE PAR



ESTELLE BRACHLIANOFF
Directrice générale de Veolia

AVEC LES MEMBRES DU COMEX



EMMANUELLE MENNING
Directrice générale adjointe en charge des finances et des achats



LAURENT OBADIA
Directeur général adjoint en charge des parties prenantes et de la communication



ANNE LE GUENNEC
Directrice de la zone Technologies de l'eau mondiale



ISABELLE QUAINON
Directrice des ressources humaines



SÉBASTIEN DAZIANO
Directeur de la performance plurielle et de la stratégie

AVEC LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



ANTOINE FRÉROT
Président du conseil d'administration



PIERRE-ANDRÉ DE CHALENDAR
Président de l'Institut de l'Entreprise, Administrateur indépendant de Veolia Environnement



JULIA MARTON-LEFÈVRE
Présidente du Tyler Prize for Environmental Achievement, ancienne directrice de l'UICN, Administratrice indépendante de Veolia Environnement



MARYSE AULAGNON
Présidente-directrice générale de MAB-Finances (Finestate), Administratrice de Veolia Environnement



HELMAN LE PAS DE SÉCHEVAL
Secrétaire général



Issue d'une longue lignée...

L'Assemblée des parties prenantes s'inscrit dans l'histoire longue de Veolia. Une histoire marquée par des relations solides et durables avec ses parties prenantes. Avec la création de l'Institut Veolia en 2001, du comité des Critical Friends en 2013, et d'une série de collectifs « + 1, pour une écologie en actions » depuis 2021, Veolia a renforcé une approche qui est désormais au cœur de son modèle de création de valeur : la performance plurielle. Elle guide l'équilibre entre performance commerciale, économique, financière, sociale, sociétale et environnementale au sein du Groupe depuis 2020. Le Conseil des Générations Futures a été créé en 2025 pour mieux écouter de jeunes voix audacieuses, et développer des idées novatrices avec celles et ceux qui préparent notre avenir.

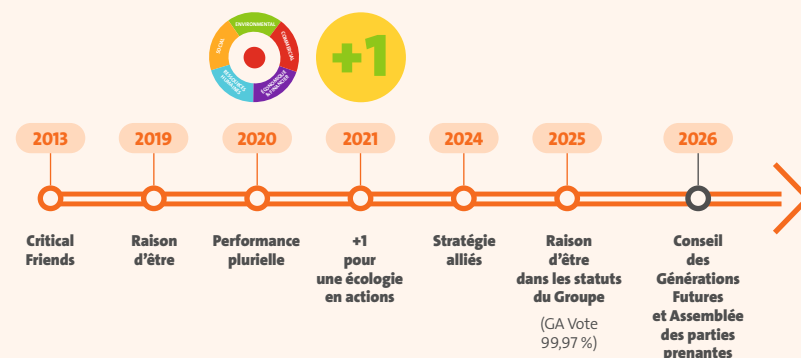
En savoir plus sur
**LA DÉMARCHE
DE PROGRÈS PARTAGÉ
DE VEOLIA**



« Vous êtes là avec nous pour partager une singularité. La singularité de votre regard, de vos désirs pour l'avenir. »

ANTOINE FRÉROT, PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE VEOLIA

Veolia et ses parties prenantes, une collaboration croissante d'année en année



Une nouvelle instance de haut niveau

Ce qui a eu lieu à Paris en avril 2026 marque le début d'une nouvelle relation. Les 34 parties prenantes réunies autour des membres du Comité exécutif et du Conseil d'administration de Veolia étaient des dirigeants d'entreprises, des maires, des ministres, des ingénieurs industriels, des représentants d'ONG ou des universitaires, venus du monde entier. La diversité de leurs origines a enrichi les échanges de vues ; leur niveau de responsabilité les a mis en position de s'engager pour l'avenir et de discuter à bâtons rompus avec les membres du Comité exécutif et du Conseil d'administration de Veolia.



« Avec ce format de dialogue inédit dans un groupe du CAC40, Veolia se positionne comme un véritable catalyseur d'idées et réaffirme sa conviction profonde que seule l'action collective peut garantir la sécurité écologique mondiale. »

LAURENT OBADIA, DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT EN CHARGE DES PARTIES PRENANTES ET DE LA COMMUNICATION

Janvier 2026
Sélection des membres de l'Assemblée

Co-conception du Pacte, posant les principes communs des bénéfices de la sécurité écologique et de la collaboration multi-parties prenantes

Février 2026
Signature par chaque membre de la Charte d'engagement, établissant le cadre de collaboration et de confiance au sein de l'Assemblée

Mars 2026
Webinaire de lancement

Avril 2026
Édition #1

Juin - Décembre 2026
Appel à l'action de l'Assemblée & engagements de Veolia



Voir la vidéo de
**L'ASSEMBLÉE
DES PARTIES PRENANTES**

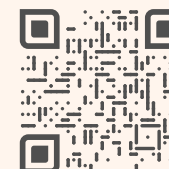


Une définition de la sécurité écologique

Le cadre des débats a été posé par un pacte commun en faveur de la sécurité écologique (lire page suivante), proposé par les équipes de Veolia et enrichi des contributions de toutes les parties prenantes. Le jour de la réunion, chacun a signé le pacte avant de rejoindre l'un des quatre groupes de travail qui ont élaboré les quatre axes de l'appel à l'action présenté pages 8 à 17 du présent document.

Ces travaux se sont appuyés sur une note académique élaborée par les chercheurs Sara Minard (Université de Columbia) et Rodolphe Durand (HEC-Paris). La note établit une définition formelle de la sécurité écologique : « l'état stable dans lequel les individus et les communautés disposent des ressources et des capacités essentielles pour gérer, planifier et s'adapter à un avenir aux enjeux interdépendants, marqué par des bouleversements rapides touchant les populations et l'environnement »

Lire (en anglais)
la note de
Columbia & HEC sur
**LA SÉCURITÉ
ÉCOLOGIQUE**



L'Assemblée des parties prenantes vue par Columbia et HEC

Ce qui a rendu cette Assemblée des parties prenantes si unique et si importante, c'est précisément le fait de réunir différentes perspectives sur la réutilisation des eaux usées traitées. Les participants ont élaboré des solutions ensemble malgré des priorités très différentes, en intégrant délibérément des points de vue d'un bout à l'autre de la chaîne d'approvisionnement, avec toute la créativité nécessaire à l'imagination d'autres possibles. Chaque participant a pris le temps de comprendre l'autre, en ayant bien conscience que ces défis ne peuvent être relevés de manière isolée, sans égard pour les limites systémiques et planétaires, ni sans l'ensemble des capacités et des ressources nécessaires à des solutions collaboratives véritablement efficaces. Au lieu de se demander « qui est responsable », ils se sont demandé « de quelles conditions et informations avons-nous besoin pour mobiliser nos capacités humaines à agir, et ainsi répondre à des besoins essentiels ? »

 COLUMBIA | SIPA
School of International and Public Affairs

 HEC
PARIS



« Les investisseurs, les industriels, les décideurs politiques et les citoyens ne partagent pas les mêmes priorités. Mais la sécurité écologique leur offre un langage commun, centré sur la stabilité, la fiabilité des services et le bien-être collectif. »

PR. SARA MINARD, PHD, UNIVERSITÉ DE COLUMBIA

Pour la sécurité écologique et la collaboration entre parties prenantes

Le texte qui suit constitue notre définition commune de la sécurité écologique, et de la nécessaire collaboration pour y parvenir. Issu d'une vision initialement portée par Veolia, enrichi des recherches de l'université Columbia et d'HEC, puis affiné par le regard des membres de l'Assemblée, il formule les principes fondamentaux de notre appel à l'action.



Assurer la sécurité écologique

Chaque jour, dans le monde entier, les équipes de Veolia assurent l'accès à l'eau, à l'énergie et à la gestion des déchets dont nous dépendons tous pour la continuité économique, la résilience stratégique, la santé et la qualité de vie des populations. Les actualités récentes sur la pollution croissante, les phénomènes météorologiques extrêmes, les contraintes sur la chaîne d'approvisionnement, démontrent que ce travail n'a jamais été aussi important. En ces temps de bouleversements géopolitiques, la sécurité écologique devient une question de survie et d'indépendance.

Face aux risques qu'engendre la conjonction de la croissance démographique, de l'augmentation de la demande en ressources et de l'accélération des problèmes environnementaux, Veolia s'engage pour la sécurité écologique. En collaboration avec des chercheurs de l'université de Columbia et d'HEC, l'entreprise a défini la sécurité écologique comme « la

situation stable dans laquelle les individus et les communautés disposent des ressources et des capacités nécessaires pour agir, anticiper et s'adapter à un avenir fait de crises interconnectées liées à des changements croissants dans l'écologie humaine et l'environnement ». Loin d'être une question théorique, la sécurité écologique est ancrée dans la réalité locale et les besoins humains, pour assurer la santé et la qualité de vie des populations. Elle garantit également à l'industrie et à l'agriculture l'accès à des ressources vitales ; aux acteurs financiers, une visibilité à long terme ; et aux gouvernements, la souveraineté sur les ressources. Elle réaffirme également que ces bienfaits sont étroitement liés entre eux.

L'engagement de Veolia pour la sécurité écologique va au-delà des solutions d'urgence et de réduction des risques : il vise la résilience systémique. Il contribue à un monde qui anticipe. Plutôt qu'une source de contraintes supplémentaires, la sécurité écologique est un investissement dans notre capacité à absorber les chocs, à s'adapter aux changements et à promouvoir le bien-être de tous.

Dessiner ensemble des chemins d'action

Grâce aux compétences de plus de 215 000 salariés, Veolia est dans une position stratégique inégalée pour relever les défis de la sécurité écologique. Mais une entreprise, aussi grande et pourvue d'experts soit-elle, ne peut agir seule. Pour cette raison, Veolia fait un pas de plus dans sa longue tradition de dialogue en lançant l'Assemblée des parties prenantes : pour écouter activement, et construire des stratégies ensemble.

Puisque nous affrontons tous la même situation, nous bénéficierons tous de la sécurité écologique. Les citoyens et leurs gouvernements y gagneront la cohésion sociale et l'accès à des ressources vitales ; les autorités locales préserveront ainsi le bien-être de tous ; les entreprises et leurs actionnaires y gagneront de la visibilité et la confiance dans leurs investissements ; les salariés obtiendront une stabilité à long terme et la fierté de leur métier.

Pour ces mêmes raisons, nous avons besoin de toutes les bonnes volontés. Puisque le chemin vers la sécurité écologique est intrinsèquement complexe, il nécessite une grande diversité de compétences et d'approches. Les questions d'eau, d'énergie, de déchets, de santé, de bien-être et de climat sont toutes interconnectées, aussi les solutions doivent-elles l'être également. Fidèles à la raison d'être de Veolia, nous traitons les enjeux économiques, sociaux et environnementaux comme un tout indissociable, pour le bénéfice du plus grand nombre.

La situation en appelle à plus d'action, plus d'engagement, plus de collaboration. C'est pourquoi l'Assemblée des parties prenantes de Veolia réunit pour la première fois un panel international de haut niveau pour tracer des chemins d'action concrète. Ensemble, nous passons du dialogue à l'alliance, de la consultation à l'engagement, des bonnes intentions à l'action transformatrice.

Des solutions pratiques pour la sécurité de l'eau

Par où commencer ? Les Nations Unies l'ont officiellement déclaré en janvier 2026 : au-delà d'une crise mondiale déjà avérée, la planète est désormais en état de faillite hydrique. La sécurité de l'eau, comprise comme la garantie de l'accès des peuples, des gouvernements et des entreprises à une quantité suffisante d'eau de bonne qualité, n'est pas négociable. Elle garantit l'accès à une eau potable sûre, à l'assainissement, à la production de nourriture, au fonctionnement de l'industrie, à la santé des écosystèmes, et contribue ainsi à la sûreté de nos sociétés.

Quand de telles solutions sont adaptées à la situation, Veolia peut mettre en place des systèmes de réutilisation des eaux usées traitées. Mais ces systèmes innovants ont besoin d'une grande diversité de parties prenantes pour surmonter les blocages, qu'ils soient liés à l'acceptabilité sociale, aux réglementations, aux modèles économiques ou aux adaptations techniques.

Voilà précisément ce que peut apporter notre nouvelle Assemblée des parties prenantes : et voilà pourquoi le défi de la réutilisation de l'eau est une excellente occasion de se mettre au travail ensemble. Collectivement, nous pouvons formuler des idées et des stratégies pour accélérer les solutions de réutilisation des eaux là où elles sont pertinentes. Nous voyons là une opportunité concrète de réinventer la création de valeur à long terme, de lier performance financière et protection de l'environnement, et de gagner en résilience pour tous. L'Assemblée ne prétend pas trouver les solutions à tous les problèmes, mais elle peut créer des opportunités de collaboration pour avancer sur certaines questions complexes, à la croisée de ses compétences sociétales, techniques, politiques et économiques. Unissons nos forces et travaillons ensemble pour apporter la sécurité écologique à tous.

Les 10 engagements de Veolia

Veolia s'engage à amplifier le présent appel à l'action à tous les niveaux, des forums de plaidoyer locaux aux événements internationaux, jusqu'à la Conférence des Nations Unies sur l'eau de décembre 2026.

Sur la réglementation

afin de construire un cadre réglementaire robuste favorisant le développement de la réutilisation des eaux usées traitées tout en protégeant la santé et l'environnement.

- 1 Appeler à l'organisation **d'une Conférence récurrente des Nations Unies sur l'eau**, au même titre que les conférences sur le climat et la biodiversité, et s'assurer que la réutilisation des eaux usées traitées ait à l'agenda la place fondamentale qui lui revient.
- 2 **Promouvoir la réutilisation de l'eau lors des forums mondiaux** comme une réponse crédible au stress hydrique : par exemple au Forum économique mondial de Davos, aux G7/G20, à l'Africa CEO Forum, ou encore à la Conférence sur la sécurité de Munich.
- 3 **Activer ses réseaux d'affaires publiques** pour soutenir des évolutions réglementaires adaptées, au niveau national et régional dans les pays concernés.

Sur l'acceptabilité

afin de générer la confiance dans les solutions de réutilisation des eaux usées traitées et surmonter les réticences psychologiques.

- 4 **Trouver un meilleur nom** pour désigner la réutilisation des eaux usées traitées.
- 5 Partout dans le monde, **ouvrir ses sites de traitement des eaux** aux visites pour sensibiliser les citoyens à la sécurité de l'eau et aux solutions existantes, en rappelant que l'eau est un bien commun et un élément de notre patrimoine.

Sur les modèles économiques et le financement

afin de rendre la réutilisation des eaux usées traitées financièrement viable.

- 6 Proposer un **guide méthodologique en open source et un calculateur du coût de la pénurie d'eau** d'ici à fin 2026, pour éclairer les décisions d'investissement et enrichir les modèles économiques des solutions de sécurisation de l'eau.

Sur le déploiement au niveau local

afin de passer du concept à la réalisation.

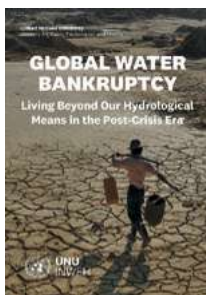
- 7 **Intégrer la réutilisation des eaux usées traitées dans un « mix eau »**, selon la même logique que le « mix énergétique », combinant sources naturelles, dessalement, réutilisation des eaux et autres stratégies comme la gestion de la demande et les arbitrages à l'échelle du bassin versant.
- 8 **Organiser des assemblées locales sur la réutilisation de l'eau** avec les acteurs de la gouvernance locale et les parties prenantes.
- 9 **Partager les connaissances**, en ouvrant de nouveaux projets de démonstration, et en créant des lieux d'apprentissage.
- 10 **Développer des initiatives de formation** sur les enjeux de l'eau et soutenir les initiatives de formation des autres partenaires publics ou privés.

Pour aller plus loin



La conférence des Nations Unies sur l'eau 2026

La Conférence des Nations Unies sur l'eau 2026, co-organisée par les Émirats arabes unis et le Sénégal les 2-4 décembre 2026, a pour ambition de contribuer à construire la sécurité de l'eau pour tous. Des rencontres préparatoires auront lieu tout au long de 2026.



Faillite hydrique mondiale : Vivre au-dessus de nos moyens en eau

Avec l'épuisement chronique des nappes phréatiques, la surconsommation d'eau, la dégradation des terres et des sols, la déforestation et la pollution, tous aggravés par le réchauffement climatique, le rapport phare de l'Institut de l'Université des Nations Unies pour l'eau, l'environnement et la santé (UNU-INWEH) conclut que de nombreuses régions vivent au-delà de leurs moyens en eau et que de nombreux systèmes hydriques critiques sont déjà « en faillite ». Les auteurs appellent à une adaptation rigoureuse à cette nouvelle réalité actuelle.



Réglementation européenne sur la réutilisation des eaux usées traitées

La Commission européenne estime que l'eau traitée pourrait être réutilisée 6 fois plus qu'elle ne l'est actuellement. Le premier règlement a été publié en 2020, et les spécifications techniques en 2024, pour harmoniser les règles et encourager la REUT en Europe.



Révision de la directive européenne sur l'eau

Entre les impératifs industriels liés aux matières premières critiques et la préservation des ressources en eau, la réforme ouvre un débat stratégique sur l'avenir de la politique européenne de l'eau. En France, le CNRS a mis en garde sur les risques d'un affaiblissement du principe de non-détérioration que provoquerait la nouvelle législation.



Les rapports Nexus de l'IPBES révèlent d'immenses opportunités commerciales pour accélérer l'action en faveur de la biodiversité

Deux études de référence de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques ont été lancées à Windhoek, Namibie (oui, c'est bien la ville citée précédemment comme pionnière de la sécurité de l'eau) en 2024. Ces rapports avancent des arguments de poids pour l'investissement dans la sécurité écologique.



Rapport de la Banque mondiale : Passage à l'échelle de la REUT, 2025

Et si l'on donnait une deuxième chance à l'eau ? Le nouveau rapport phare du Groupe de la Banque mondiale plaide pour l'investissement dans la réutilisation des eaux usées traitées afin de mieux adapter l'approvisionnement aux usages municipaux et industriels, et de libérer ainsi une nouvelle source durable de cette eau si précieuse.

Notre raison d'être

Une démarche de progrès partagé

Les objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU

Veolia participe à plus ou moins grande échelle à la mise en œuvre de chacun des 17 ODD, avec un impact direct sur 13 d'entre eux.



Fondatrice et conçue pour le **long terme**, la raison d'être de Veolia est une **boussole** qui nous aide à fixer et à garder le cap dans la durée. C'est une démarche de progrès partagé qui concerne l'ensemble des collaborateurs du Groupe, menée au bénéfice de toutes les parties prenantes.

Elle est mise en œuvre dans notre programme stratégique GreenUp, piloté dans une vision de performance plurielle, qui met au même niveau d'attention et d'exigence les performances économique et financière, commerciale, sociale, sociétale et environnementale. Notre ambition est de faire de Veolia l'**entreprise de référence** pour la transformation écologique.

- **5 parties prenantes** : salariés, clients, actionnaires, société, planète.
- **5 engagements** : ils expriment les dimensions selon lesquelles la performance de Veolia doit être évaluée et précisent le cap fixé par le Groupe pour chacune d'entre elles en reprenant les points clés du texte. Ils sont liés aux objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies.
- **15 objectifs de performance** : ils précisent les actions prioritaires du Groupe pour chaque dimension ; ils reprennent le texte de la raison d'être du Groupe et permettent à l'ensemble des business units de s'engager dans une démarche commune de mise en œuvre de cette raison d'être, selon les besoins réels du terrain.



Ce document a été réalisé par la direction de la communication et des parties prenantes de Veolia. Edition mise à jour en juillet 2026. **DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION ET DES PARTIES PRENANTES** : Laurent Obadia. **DIRECTION ÉDITORIALE ET COORDINATION** : Fanny Demulier, Claire Vachez, Vanessa Filhol. **CONTRIBUTEURS AU LIVRE BLANC** : tous les membres de l'Assemblée des parties prenantes et les experts de Veolia en matière de réutilisation de l'eau. **CRÉDITS PHOTOS** : Ivan Bandura / Unsplash. © Médiathèque VEOLIA : Alexandre Dupeyron, Christophe Daguet, Christophe Majani d'Inguimbert, Alexis Duclos, Martin Colombet - Fisheye, Jean-François Pelegry, Aglaé Bory, Pierre Morel / La Company. Léa Crespi / Figarophoto. Stefan Oosthuisen - Snowball. Kristina Sherk. TAO. Audrey Bourdier. Jean Chiscano. Julien Mattia / Le Pictorium. Hervé Thouroude / Affine / Incréa. Mick Minard. DR. **CONCEPTION ET RÉALISATION** : heybam

La transformation écologique, c'est notre raison d'être

« La transformation écologique, c'est agir pour concilier progrès humain et protection de l'environnement. Nous développons et ancrons dans les territoires des solutions qui dépolluent et préservent nos ressources vitales de l'épuisement, des solutions qui décarbonent nos modes de vie et de production et les adaptent aux conséquences du dérèglement climatique.

Nous nous mobilisons, partout dans le monde, dans le respect de chaque culture, pour améliorer la santé et la qualité de vie des communautés humaines.

Chez Veolia, nous voulons être utiles au plus grand nombre en traitant comme un tout indissociable les enjeux économiques, sociaux et environnementaux. »



NOTRE RAISON D'ÊTRE